



Groupe de travail du 19 novembre 2019 : Formation professionnelle

Paris, 19 novembre 2019

OBJET : Déclaration liminaire

Monsieur le Chef de service, Monsieur le directeur,

L'expression « orientation stratégique » est utilisée à toutes les « sauces » à la DGFIP, en commençant par le Nouveau Réseau de Proximité.

Et, certes, le groupe de travail auquel vous nous invitez aujourd'hui ne manque pas de porter de nombreuses références aux projets de l'administration, que ce soit en matière de mobilité fonctionnelle, de réorganisation des services territoriaux et de renforcement de l'accompagnement managérial, d'acquisition de nouveaux métiers ... Et bientôt un cursus de formation à la démétropolisation ?

Le constat de l'administration est par ailleurs surprenant lorsqu'elle semble considérer que la formation professionnelle est aujourd'hui plus importante que par le passé, devenue un nouvel enjeu, comme si celle-ci n'était pas déjà au centre des préoccupations de la DGFIP.

Pour nous, il n'y a pas de « nouvelle donne » mais une évolution voulue et orientée vers des objectifs d'adaptation dans le contexte « NRP » et d'une professionnalisation plus « agile » au gré des événements. Nous prenons acte des intentions et des principes affichés par l'administration, sans pour autant les approuver.

Nous relevons des insuffisances notables, notamment sur :

=> l'absence de stage pratique en amont de la prise de poste, pour les chefs de poste en premier lieu, mais aussi pour leurs adjoints et pour tout agent effectuant un changement de métier. Les méthodes de formation actuelles ou telles qu'envisagées ne sont que des pis aller ;
=> le raccourcissement des formations initiales n'est pas un bon signal donné aux nouveaux entrants. Même si le stage d'immersion renforcé n'est pas une mauvaise idée dans le cadre de la scolarité, nous considérons que le temps octroyé à la formation socle est trop court ; les formations « blocs fonctionnels » apparaissent trop structurantes, réinstaurant des filières ;
=> nous notons aussi (et c'est l'objet de la fiche 3) que le tutorat, tel que présenté, tout en constituant le début d'une reconnaissance, est aussi une grande déception dans la forme actuelle « proposée ». Les éléments effectifs de valorisation sont absents. Quid d'un statut d'« expert » avec une reconnaissance indemnitaire voire l'accès à un grade en adéquation ?

Au-delà du sujet « formation professionnelle », l'UNSA et la CGC réaffirment la primauté de l'humain et la nécessité d'assurer à nos collègues des parcours professionnels diversifiés, mais voulus. Nos deux organisations syndicales rappellent également que les agents et les cadres réclament des évolutions de carrières motivantes, ce qui est loin d'être le cas actuellement.